

de la façon qui lui convient le mieux, selon les circonstances.

176. M. Vychinsky s'est soulagé en attaquant longuement, et d'ailleurs maladroitement, le système juridique britannique. Il a prétendu, par exemple, que le droit britannique admettait facilement la validité des aveux.

177. Il est exact que les tribunaux anglais admettent la validité des aveux faits devant un tribunal siégeant en séance publique, en présence du juge, du jury, du public et de la presse, quoique, dans les procès capitaux et les procès en trahison, il soit rare que la validité des aveux soit reconnue. Les tribunaux anglais ne reconnaissent pas, cependant, des aveux préparés en dehors du tribunal, dans le secret de quelque cellule. C'est en vain que M. Vychinsky s'efforcera d'établir un parallèle entre la procédure appliquée en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, et celle appliquée par la justice anglo-saxonne.

178. M. Vychinsky est également bien mal informé sur le texte et les effets de la loi anglaise en matière d'espionnage militaire. Conformément au principe général de la loi anglaise, il n'y a crime que s'il y a non seulement acte criminel, mais aussi intention criminelle; cependant, en vertu de la loi de 1911, il suffit au ministère public de démontrer que l'acte criminel d'espion-

nage a été commis; l'intention criminelle peut ensuite être établie par les circonstances de la cause.

179. L'Assemblée a, dans de précédentes circonstances, et, en face des menaces du genre de celles proférées par M. Vychinsky et par d'autres représentants, adopté l'attitude qui convient. Sir Hartley Shawcross est convaincu qu'elle adoptera aujourd'hui la même attitude. De nombreux représentants sentent que, devant les graves accusations qui ont été portées, il est nécessaire de faire un plus grand effort pour que la vie et la dignité humaines ne soient pas brutalement foulées sous la botte de ceux qui n'hésitent devant rien pour se maintenir au pouvoir. Aucune Assemblée digne de la Charte des Nations Unies ne peut accepter de faire moins que d'adopter le projet de résolution présenté dans le rapport de la Commission politique spéciale. Ce projet de résolution doit être adopté à l'unanimité de tous ceux qui aiment la liberté et qui attachent du prix aux droits des hommes libres.

180. Le PRÉSIDENT annonce qu'un seul orateur est encore inscrit pour la discussion de cette question: le représentant de la RSS d'Ukraine. Dans ces conditions, si aucune objection n'est soulevée, il déclarera close la liste des orateurs.

La séance est levée à 18 h. 30.

DEUX CENT TRENTE-CINQUIÈME SEANCE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le samedi 22 octobre 1949, à 10 h. 45

Président: le général Carlos P. RÓMULO, (Philippines).

Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie: rapport de la Commission politique spéciale (A/1023)

1. M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle que, dès le début de l'examen, à la Commission politique spéciale, de la question des prétendues violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie¹, la délégation de la RSS d'Ukraine a indiqué les vrais motifs qui inspirent les organisateurs de cette sinistre machination montée, à l'aide d'affirmations entièrement gratuites. Elle a démontré, à l'aide de documents et de faits, que la plainte portée contre les démocraties populaires n'a rien à voir avec la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais bien au contraire, qu'elle constitue une violation brutale de ces droits et de ces libertés, une ingérence flagrante dans les affaires intérieures des trois Etats souverains.

2. Personne n'a pu réfuter les faits que la délégation de la RSS d'Ukraine a produits à la Commission spéciale pour établir que toutes ces machinations avaient été montées par les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni, en liaison directe et en collaboration avec des groupes de conspirateurs criminels en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie. Incapables de répliquer à

ces preuves évidentes, les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et leurs séides se sont engagés dans la voie de la basse calomnie, des insinuations, de la diffamation des faits et même de la fabrication de faux.

3. Telle a été l'attitude qu'ils ont continué à suivre à la séance précédente de l'Assemblée générale. Ni le représentant des Etats-Unis, ni celui du Royaume-Uni n'ont pu réfuter les faits et les documents qui ont été présentés par les délégations soviétiques. Ils ont été réduits à essayer de se justifier par des affirmations générales et par des attaques haineuses contre l'Union soviétique et les petites démocraties populaires.

4. C'est ainsi, par exemple, que Sir Hartley Shawcross a cru trouver un argument extrêmement convaincant pour montrer que la liberté de la presse n'existe pas en Roumanie: il a dit que les journaux roumains qui ont publié les discours prononcés à la Commission politique spéciale par les représentants de l'URSS et de la RSS d'Ukraine, au sujet de la question de Roumanie, n'ont pas donné le texte du discours de Sir Hartley lui-même. Le critérium qu'adopte Sir Hartley pour juger de la liberté de la presse est quelque peu bizarre: il s'agit uniquement pour lui de savoir si les journaux reproduisent ses discours ou non. Il n'y a rien d'étonnant que la presse roumaine ait publié les discours de représentants soviétiques, discours basés sur des documents et des faits. L'intervention de Sir Hartley, par contre, était un exposé de casuistique vide de sens et qui ne présentait aucun intérêt pour le public roumain. Si l'on s'en fiait à son critère, il faudrait

¹ Voir les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Commission politique spéciale, 7ème à 15ème séances.

aussi dire que la liberté de presse n'existe pas aux Etats-Unis, car ni le *New York Times*, ni le *New York Herald Tribune*, ni les autres journaux n'ont reproduit de discours de Sir Hartley Shawcross.

5. Pourtant, si Sir Hartley Shawcross voulait s'arrêter quelque peu sur cette question, il s'apercevrait qu'il doit peut-être une grande reconnaissance à la presse roumaine et à la presse des Etats-Unis qui n'ont pas reproduit ses discours. En effet, si elles les avaient reproduits, on se serait aperçu que le 12 octobre, à la 13ème séance de la Commission politique spéciale, Sir Hartley a renié ce qu'il avait lui-même dit le 6 octobre à la 9ème séance de la même Commission, et que, à la précédente séance de l'Assemblée générale, le procureur général du Royaume-Uni a renié tout ce qu'il avait dit les 6 et 12 octobre. Mais heureusement, les directeurs et les rédacteurs en chef des journaux américains sont d'excellents hommes d'affaires qui connaissent les goûts de leurs lecteurs et qui savent qu'un "pot pourri littéraire" de ce genre pourrait faire baisser le tirage de leurs journaux. Mais où est dans tout cela la liberté de la presse?

6. Sir Hartley Shawcross a essayé de persuader l'Assemblée que chaque fois qu'on le prend en train d'affirmer une contre-vérité ou d'essayer de glisser un faux, et que l'on produit les faits et les documents corrects, on essaie seulement de détourner l'Assemblée générale de la question en discussion. Mais peut-on demander à cette Assemblée d'examiner une question de son ordre du jour sans exiger de ceux qui accusent qu'ils produisent des documents et des faits à l'appui de leurs dires? C'est ainsi que l'on a exigé des faits du représentant de l'Australie, qui a fait allusion à la loi n° 341 de la République populaire de Roumanie, en date du 3 octobre 1947. D'après M. Makin, cette loi contiendrait des articles selon lesquels seuls les communistes pourraient être assesseurs auprès des tribunaux du peuple de Roumanie. La délégation de l'URSS a démontré qu'il s'agissait en l'occurrence d'une pure invention. M. Makin préfère maintenant garder à ce sujet un silence prudent. Mais Sir Hartley Shawcross a estimé nécessaire de prendre la défense du représentant de l'Australie. Cet incident est caractéristique des procédés auxquels ont recours les auteurs de la calomnie australienne et ceux qui les protègent.

7. C'est sur le même modèle qu'ont été établies les autres accusations par lesquelles l'on cherche à jeter l'opprobre sur les régimes démocratiques populaires de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie. Comme on le sait, si des diffamations de ce genre étaient lancées contre un particulier, il n'y a pas de pays où les tribunaux ne prendraient pas la défense du diffamé. Mais, en l'occurrence, il s'agit de calomnies lancées contre des peuples, contre des Etats démocratiques; aussi les calomniateurs jouissent-ils d'une pleine impunité et leurs victimes se voient accusées d'avoir porté atteinte à la liberté des droits de l'homme.

8. La principale accusation lancée contre la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie est que les Gouvernements de ces pays auraient violé les articles des traités de paix qui portent garantie des libertés de l'homme, à savoir l'article 3 du Traité de paix avec la Roumanie et l'article 2 des traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie. Les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont

fait allusion à ces articles à propos de la condamnation, dans les trois pays, des éléments criminels qui tentaient de renverser le régime démocratique établi. Or, en punissant les éléments fascistes, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie n'ont fait qu'agir conformément à l'article 5 du Traité de paix avec la Roumanie et à l'article 4 des traités de paix avec la Bulgarie et la Hongrie. Ces articles obligent les Gouvernements de ces pays à ne pas tolérer l'existence ou l'activité d'organisations fascistes ou para-fascistes qui se donnent pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques.

9. Il ne sert de rien de parler des droits fondamentaux et des libertés de l'homme si on laisse les organisations fascistes et réactionnaires s'efforcer de miner le régime établi qui lui assure le respect des droits et des libertés fondamentales de l'homme. Les gouvernements qui ne luttent pas contre les organisations fascistes de ce genre violent par là même les droits et les libertés fondamentales de chacun de leurs citoyens. Par exemple, lorsque, au nom du principe si légèrement interprété des libertés et des droits de l'homme, on laisse, au Royaume-Uni, M. Mosley poursuivre son activité visant à la destruction des droits et des libertés des ressortissants du Royaume-Uni, on viole par là même les droits de tous les ressortissants du Royaume-Uni. Et c'est pourtant cette attitude que les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni voudraient imposer à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie, malgré les dispositions expresses des traités de paix.

10. Nul n'ignore pourtant qu'en son temps c'est cette politique d'approbation de l'activité des nationaux-socialistes en Allemagne par des socialistes comme Sir Hartley Shawcross qui a amené Hitler au pouvoir. Nul n'ignore non plus que, lorsqu'on soutient les éléments fascistes agressifs à l'intérieur d'un pays, on amène inévitablement la transformation de l'agression intérieure en une agression extérieure. C'est pourquoi, pour maintenir la paix et pour assurer aux peuples leurs droits démocratiques, il est indispensable d'extirper tous les groupes, tous les éléments et toutes les organisations fascistes.

11. A la lumière de ces faits, le respect par la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie des dispositions des traités de paix concernant la lutte contre les organisations fascistes et para-fascistes, présente la plus grande importance pour la défense des libertés fondamentales et des droits de l'homme. Mais, il est vrai, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni préfèrent passer sous silence l'existence de ces articles. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant si l'on se rappelle que les Etats-Unis ont refusé à maintes reprises de faire droit aux demandes du Gouvernement hongrois qui réclamait l'extradition d'un criminel de guerre aussi notoire que Horthy; que, malgré les protestations du Gouvernement bulgare, les Etats-Unis ont donné abri à Tsankov, qui est un ennemi acharné de la démocratie; que les autorités d'occupation en Allemagne occidentale ont remis en liberté la sadiste fasciste Elsa Koch.

12. Un enfant comprendrait que des mesures pareilles n'ont rien à voir avec les dispositions des traités de paix concernant la lutte contre les éléments fascistes. Il faut être nanti d'une grosse dose d'impudeur pour affirmer, comme l'a fait Sir Hartley Shawcross, que le danger du fascisme

existe dans ces Etats démocratiques populaires qui mènent une lutte implacable contre les éléments fascistes. Sous ce rapport, ce n'est pas la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie qui violent les traités de paix mais bien les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

13. Parlant devant la Commission politique spéciale, le 4 octobre dernier, M. Cohen, représentant des Etats-Unis, a calomnieusement affirmé que les élections générales qui ont eu lieu en Hongrie le 15 mai 1949 n'avaient pas été libres, puisque plusieurs partis avaient conclu un accord entre eux et avaient présenté une liste unique. Tout le monde sait cependant que des ententes de ce genre se sont produites dans nombre d'autres pays sans soulever l'ire de gens tels que M. Cohen. On peut se demander pourquoi la présentation d'une liste électorale unique ne choque que lorsqu'elle se produit dans la Hongrie démocratique.

14. Cinq partis ont pris part aux élections générales en Hongrie, à savoir le parti démocrate indépendant, le parti indépendant des petits propriétaires, le parti national paysan, le parti radical hongrois et le parti hongrois des travailleurs. Tous ces partis se sont unis de leur propre gré et ont présenté des listes uniques. Peut-être M. Cohen pense-t-il que le droit de former des blocs ne doit appartenir qu'aux partis réactionnaires et qu'il doit être refusé aux partis démocratiques de former des ententes électorales.

15. L'on sait également qu'à la suite de la mise en vigueur en Hongrie d'importantes réformes politiques, économiques et sociales la participation des électeurs aux élections de mai 1949 a été particulièrement forte: 94,6 pour 100 des électeurs sont allés aux urnes, 95,6 pour 100 des suffrages exprimés, c'est-à-dire près de 5 millions et demi de voix, se sont portées sur les candidats de ce que l'on appelle le Front populaire.

16. La situation est la même en Bulgarie et en Hongrie, ce qui n'a pas empêché M. Cohen d'affirmer que dans ces trois pays c'est une "minorité" qui exerce le gouvernement.

17. M. Cohen et Sir Hartley s'exaspèrent de constater que, dans les pays de démocratie populaire, la participation de la population aux élections dépasse tout ce que l'on n'a jamais vu aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Dans ces derniers pays, la moitié à peine, et parfois un tiers seulement des électeurs, se rendent aux urnes. L'on peut cependant être certain que si, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, l'on adoptait des réformes politiques, économiques et sociales aussi profondes que celles qui ont été effectuées en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie, l'intérêt de la population à la vie politique deviendrait aussi grand que dans les pays de démocratie populaire.

18. Les calomniateurs affirment que des persécutions contre la religion auraient lieu en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie. Ignorent-ils donc le télégramme que le Saint Synode de l'Eglise orthodoxe bulgare a envoyé en avril 1949 au Secrétaire général des Nations Unies pour protester contre les calomnies lancées contre le Gouvernement bulgare? Ignorent-ils que le Secrétaire général a reçu des télégrammes de contenu analogue du Grand Rabbim de Bulgarie et du Grand Mufti? Si Sir Hartley Shawcross a eu connaissance de l'article du correspondant du *Times* en Hongrie publié dans le numéro du 3 fé-

vrier 1949 de ce journal, pourquoi ne dément-il pas les fausses informations données par les correspondants de journaux conservateurs britanniques?

19. M. Cohen sait-il que le Gouvernement de la République populaire de Roumanie a proclamé la liberté entière des cultes et qu'il a autorisé des sectes qui avaient été durement persécutées dans l'ancienne Roumanie, telles que les adventistes, les chrétiens traditionalistes d'Orient, les lipovany ('Vieux' croyants), les chrétiens évangéliques?

20. Voilà des faits et des documents qui montrent comment l'on a monté de toute pièce les accusations selon lesquelles la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie auraient porté atteinte à l'exercice des libertés fondamentales et des droits de l'homme.

21. Mais qui donc a assumé le rôle d'accusateur? C'est la délégation des Etats-Unis, de l'Etat qui réprime le mouvement populaire de libération nationale des peuples de l'Asie, qui a réduit à un état de servitude semi-coloniale les pays de l'Amérique latine; de l'Etat où l'on entend chaque jour demander l'utilisation de la bombe atomique, de l'Etat où existe la loi de lynch et la discrimination raciale, de l'Etat où les libertés fondamentales et les droits de l'homme sont quotidiennement violés.

22. L'on trouve aussi parmi les accusateurs le Royaume-Uni et l'Australie, c'est-à-dire les représentants des Etats qui ont été les seuls à la Quatrième Commission à voter contre la proposition tendant à supprimer la peine du fouet dans les Territoires sous tutelle. Sir Hartley Shawcross devrait avoir honte d'oser parler maintenant à la tribune de l'Assemblée générale du respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme.

23. Les prétentions de ceux qui se mêlent de donner des leçons à d'autres peuples ont l'air d'un véritable défi au sens commun, à la justice et à la conscience élémentaires.

24. Maintenant qu'ils ont vu que leurs accusations calomnieuses se sont effondrées, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni veulent masquer leur échec derrière l'autorité de la Cour internationale de Justice et essayer de cacher qu'ils ont violé sans vergogne les traités de paix qu'ils ont contractés avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie. Etant donné que les Etats-Unis et le Royaume-Uni interviennent dans les affaires intérieures de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie, ils ne sauraient être considérés comme parties à ce différend. D'autre part, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie ne peuvent admettre que la Cour internationale de Justice ait compétence pour des questions qui relèvent uniquement de leur législation intérieure. La question ne saurait donc être portée devant la Cour. Quant à la proposition absurde tendant à la création d'une commission d'arbitrage dans laquelle l'une des parties intéressées ne serait pas représentée, elle n'a pas de précédent dans les annales diplomatiques et ne saurait résister au moindre examen.

25. Pour toutes ces raisons, la délégation de la RSS d'Ukraine votera contre le projet de résolution qui a été adopté par la Commission politique spéciale et qui porte préjudice au prestige de l'Organisation des Nations Unies.

26. M. MAKIN (Australie) n'entendait pas intervenir au cours des débats de l'Assemblée plénière, étant donné que la question a déjà été discutée à fond en commission. Toutefois, certaines remarques formulées à la séance précédente par le représentant de l'URSS et reprises à la présente séance par le représentant de la RSS d'Ukraine appellent une réponse.

27. En commission, la délégation de l'Australie a signalé un certain nombre de faits et elle a soutenu que ceux-ci constituaient de graves commencements de preuve de violation par la Roumanie des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Du groupe des pays qui se sont faits les champions de la cause de la Roumanie au cours des débats, il ne s'en est trouvé qu'un pour faire quelque chose qui ressemblât tant soit peu à une tentative de discuter ces faits. Les autres pays de ce groupe se sont contentés de généralisations vagues, dénuées de tout rapport avec la situation en Roumanie.

28. Afin de juger de la valeur des déclarations de la délégation de ce seul pays, l'Union soviétique, il est nécessaire de passer succinctement en revue les faits que la délégation de l'Australie a exposés à la Commission. Ils sont de trois ordres et se rapportent à l'administration de la justice, à la liberté de l'expression des opinions et à l'exercice des cultes.

29. En ce qui concerne l'administration de la justice, la délégation de l'Australie a fourni des témoignages desquels il ressort qu'on a promulgué en Roumanie des lois abolissant les immunités précédemment assurées aux juges, donnant, dans trois catégories de tribunaux sur quatre, les pouvoirs précédemment exercés par les juges à des assesseurs choisis dans des organisations qui sont au pouvoir du parti politique contrôlé par l'Etat, faisant des délits punissables d'actes non prévus par la loi, établissant l'inégalité devant la loi et plaçant la profession d'avocat sous le contrôle de l'Etat.

30. En ce qui concerne la liberté d'expression des opinions, la délégation de l'Australie a cité une série de lois en vertu desquelles l'expression des opinions par n'importe quel moyen se trouve placée sous le contrôle du Gouvernement roumain.

31. Enfin, en ce qui concerne l'exercice des cultes, la délégation de l'Australie a avancé des faits tendant à établir que le Gouvernement de Roumanie a entièrement subordonné toute activité confessionnelle au contrôle de l'Etat. Nulle religion ne peut être pratiquée sans l'approbation du Gouvernement roumain. Deux des églises qui ont protesté le plus vigoureusement contre un tel contrôle, l'Eglise uniata et l'Eglise catholique romaine, ont été persécutées.

32. Il est permis à tout observateur impartial de constater, d'après les comptes rendus analytiques des débats de la Commission politique spéciale, que les faits qui viennent d'être signalés n'ont reçu aucune réponse positive.

33. En commission et devant l'Assemblée, le représentant de l'URSS a essayé de réfuter les faits, de mettre en doute la véracité de tous les faits exposés par la délégation de l'Australie; il a tenté, à cet effet, de tirer le plus grand parti possible d'une référence à la loi n° 341, qui avait été faite par la délégation de l'Australie, en prétendant que cette délégation avait voulu, sur ce

point, tromper l'Assemblée générale. Quelques mots suffiront à détruire cette argumentation. Le représentant de l'URSS a déclaré que le représentant de l'Australie aurait dit devant la Commission que la loi n° 341 stipulait que seuls les communistes pouvaient être assesseurs auprès du tribunal du peuple. Cela n'est pas exact: M. Makin a dit que seuls les membres du parti politique dominant pouvaient être assesseurs auprès des tribunaux populaires et il n'a pas dit que la loi n° 341 contenait une disposition dans ce sens. Voilà un fait facile à vérifier, puisque les membres de la Commission ont reçu copie de la déclaration de M. Makin.

34. Le représentant de l'URSS ne s'est pas contenté de déformer la déclaration de M. Makin, il l'a défié d'apporter une preuve à l'appui de sa déclaration. M. Makin est heureux de l'occasion qui lui est fournie d'apporter cette preuve: elle se trouve dans le décret du Gouvernement roumain n° 132, en date du 1er avril 1949, qui amende et complète la loi n° 341. La délégation australienne a adressé une copie du texte officiel original au Secrétaire général pour communication aux délégations intéressées. L'article 64 du décret est le suivant:

"Art. 64. Le droit d'élire des assesseurs auprès des tribunaux populaires et d'être élu à ces fonctions, appartient, dans les circonscriptions rurales, aux membres des syndicats ouvriers, aux employés d'exploitation agricoles et aux travailleurs agricoles; dans les circonscriptions urbaines, ce droit appartient aux membres des syndicats et associations ouvrières.

"Pour être électeur, il faut avoir 18 ans au moins, et pour être éligible, 23 ans au moins.

"Les personnes qui sont exclues du droit de vote aux termes des lois électorales en vigueur, et celles qui exploitent le travail d'autrui ne peuvent pas participer à l'élection des assesseurs auprès des tribunaux populaires, ni être élues à ces fonctions.

"Le parti ouvrier roumain, les comités populaires locaux, la Confédération générale du travail et les organisations populaires peuvent proposer des candidats aux fonctions d'assesseurs auprès des tribunaux populaires.

"Les modalités de l'élection des assesseurs auprès des tribunaux populaires et leurs émoluments seront déterminés par une décision du Conseil des ministres."

35. M. Makin pense qu'un membre quelconque de l'Assemblée, examinant cette question d'une manière équitable et objective, après avoir eu connaissance de cet article, doit conclure, avec la délégation australienne, qu'il semble bien qu'en Roumanie les assesseurs élus soient pris parmi les membres du parti politique dominant.

36. En conclusion, la délégation australienne votera pour le projet de résolution soumis à l'Assemblée générale. Bien qu'un débat sur la question ait eu lieu par deux fois devant l'Assemblée générale, la délégation australienne n'a pas entendu énoncer un seul argument qui puisse la convaincre que l'accusation selon laquelle les droits de l'homme ont été violés en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie est dénuée de fondement. L'Assemblée générale doit donc continuer à faire porter toute son attention sur cette question.

37. L'Australie ne pense pas que le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie constitue la meilleure solution que les Etats Membres puissent adopter en ce qui concerne la situation en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie. L'Australie estime que les signataires des traités de paix ne sont pas seuls intéressés à la question; il s'agit là d'une affaire dont l'Organisation tout entière doit s'occuper, et c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient de prendre des mesures en exécution de l'Article 55 de la Charte. Ce point de vue n'est malheureusement pas partagé par la majorité des membres de l'Assemblée. L'Australie se conformera à la volonté de la majorité; elle appuiera, malgré les doutes qu'elle éprouve, le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale, en espérant qu'en s'engageant dans cette voie on aboutira à un règlement satisfaisant.

38. M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) désire répondre aux calomnies que M. Makin, représentant de l'Australie, a tenté de répandre à l'Assemblée générale. M. Vy-chinsky a déjà fait, la veille, justice des allégations de M. Makin. Cependant, ce dernier ne s'est pas calmé, il a répété que la loi n° 341 de Roumanie prévoit que seuls les membres du parti populaire ont le droit de faire partie des tribunaux.

39. M. Malik citera les textes mêmes. L'article 85 de la loi n° 341 déclare :

"Chaque année, au mois de décembre, les conseils municipaux convoquent les assemblées populaires des localités où il existe des tribunaux du premier et du second degré, en vue de faire procéder aux élections des assesseurs auprès des tribunaux populaires. La même procédure sera suivie dans la localité où il existe des tribunaux mixtes du deuxième degré. Les élections auront lieu au vote public et à la majorité des votants."

40. M. Malik souligne qu'il n'existe donc dans cette loi aucune mention du parti populaire ou de de tout autre parti.

41. Ainsi donc M. Makin a été convaincu d'avoir déformé les faits. Maintenant, il essaie de tirer argument du décret n° 132. Il a cité ce décret qui prévoit, d'une part le droit d'élire des assesseurs et d'être élu à ces fonctions, dans les communes rurales, aux membres des syndicats ouvriers, aux employés d'exploitations agricoles, aux travailleurs agricoles et aux paysans dans les communes urbaines, aux membres des syndicats et des associations ouvrières; d'autre part que les candidats aux fonctions d'assesseurs auprès des tribunaux populaires peuvent être proposés par le parti ouvrier roumain, les comités locaux, la Confédération générale du travail et par — et M. Malik insistera sur ces derniers mots — les organisations populaires.

42. M. Makin essaie d'induire l'Assemblée en erreur en affirmant que l'article 64 de ce décret prévoit que seuls les candidats du parti ouvrier peuvent être proposés pour les postes d'assesseurs. Or, il ne s'agit pas seulement du parti ouvrier, mais aussi des syndicats et des organisations des paysans travailleurs. Ces derniers groupent, dans les villages et dans les villes de la Roumanie, des millions de gens qui ont ainsi le droit de présenter leurs candidats et de prendre part aux élections des assesseurs populaires. C'est un fait connu de tous que membre de parti et membre de syndicat ouvrier ou agricole ou de toute autre association

publique de masse ne signifient absolument pas la même chose. Cette vérité élémentaire devrait être évidente pour toute personne raisonnable. En déformant les faits, M. Makin calomnie le Gouvernement roumain et essaie d'induire l'Assemblée en erreur.

43. Le PRÉSIDENT déclare la discussion close et met aux voix le projet de résolution qui figure dans le rapport de la Commission politique spéciale (A/1023).

44. M. LAPIE (France) demande le vote par division sur les diverses questions du paragraphe 3 du dispositif. Cela permettra à la délégation française de prendre, dans le vote sur les questions III et IV, la position qu'elle a énoncée à la séance précédente.

45. Le PRÉSIDENT met aux voix le préambule du projet de résolution et les paragraphes 1 et 2 du dispositif.

Par 46 voix contre 5, avec 8 abstentions, cette partie est adoptée.

46. Le PRÉSIDENT met aux voix les deux premières lignes du paragraphe 3 ainsi que la question I.

Par 47 voix contre 5, avec 5 abstentions, cette partie est adoptée.

47. Le PRÉSIDENT met aux voix la question II.
Par 46 voix contre 5, avec 7 abstentions, cette partie est adoptée.

48. Le PRÉSIDENT met aux voix la troisième partie du paragraphe 3, ainsi que la question III.

Par 38 voix contre 6, avec 14 abstentions, cette partie est adoptée.

49. Le PRÉSIDENT met aux voix la question IV.
Par 37 voix contre 6, avec 15 abstentions, cette partie est adoptée.

50. Le PRÉSIDENT met aux voix les paragraphes 4 et 5.

Par 46 voix contre 5, avec 7 abstentions, cette partie est adoptée.

51. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution dans son ensemble.

52. M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) demande qu'il soit procédé au vote par appel nominal.

Il est procédé par appel nominal.

L'appel commence par la Bolivie dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Bolivie, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Iran, Irak, Liban, Libéria, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique.

Votent contre: République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstiennent: Inde, Israël, Pakistan, Arabie saoudite, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan.

Par 47 voix contre 5, avec 7 abstentions, la résolution est adoptée.

53. M. GOROSTIZA (Mexique) déclare que sa délégation a voté, tant à la Commission politique spéciale qu'à l'Assemblée générale, en faveur des questions I et II du paragraphe 3 du projet de résolution.

54. Il explique qu'en votant en faveur du projet de résolution dans son ensemble sa délégation a marqué sa déférence pour l'opinion de la majorité; en outre, elle a jugé opportun d'apporter son concours pour faire préciser les questions I et II par la Cour internationale de Justice.

55. Par conséquent, il faut conclure de la façon dont la délégation du Mexique a voté qu'elle n'accepte pas sans réserve le renvoi des questions I et II à la Cour internationale de Justice; en effet, le Mexique a quelques doutes au sujet de la formulation juridique et de l'opportunité de ces questions.

56. M. CISNEROS (Pérou) rappelle que la résolution que l'on vient d'adopter s'inspire du devoir qu'ont les Nations Unies de veiller au respect des traités. Aussi la délégation du Pérou a-t-elle voté de la même manière qu'à la Commission, et ce pour les raisons que d'autres délégations ont exposées en détail — et justifiées — à la séance plénière. M. Cisneros explique que sa délégation a voté pour la décision empreinte de sagesse consistant à consulter la Cour internationale de Justice sur la question de savoir si tous les éléments dont on dispose démontrent l'existence d'un différend au sens des dispositions des traités de paix avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie. Les Gouvernements de ces trois pays nient l'existence d'un différend, cependant que les Etats-Unis et le Royaume-Uni affirment que ce différend existe et que le moment est venu de régler la question conformément aux clauses des traités. En dépit du ton acrimonieux que le débat a pris bien souvent, l'Assemblée générale s'est bornée à exprimer la vive préoccupation que lui inspire le différend et elle a demandé l'avis consultatif de la haute instance instituée par la Charte.

57. La délégation du Pérou pense que la première des questions adressées à la Cour peut, en soi, amener une solution ou faire déclarer le changement d'attitude souhaité; en effet, au cas où cette question recevrait une réponse affirmative, il se pourrait que les pays qui sont l'objet de certaines accusations, tenant compte de l'avis autorisé qui leur donne tort, saisissent l'occasion de faire amende honorable. Peut-être ceux qui pensent que cet espoir n'est pas fondé ont-ils raison; mais l'Assemblée générale doit s'en tenir à son devoir d'épuiser tous les moyens susceptibles de faire disparaître les craintes qu'elle éprouve à ce propos. Par conséquent, la prudence et la modération commandent de ne pas abandonner trop tôt tout espoir, de ne pas tenir pour assuré que l'avis consultatif de la Cour sera négligé et dédaigné, et de ne pas persister à soumettre à la Cour des questions qui présument qu'on continuera systématiquement à bafouer l'Organisation des Nations Unies.

58. Ceci étant, la délégation du Pérou s'est bornée à voter pour la question I. Les autres ques-

tions sembleraient indiquer que l'on entend demander à la Cour de donner son avis consultatif, non seulement afin de décider si une certaine situation de fait existe en ce qui concerne l'exécution d'un traité, mais encore afin de décider de l'interprétation qu'il convient de donner à ce traité, interprétation allant de l'approbation donnée à certaines mesures qui exigent l'existence préalable de la preuve juridique que le traité a été violé jusqu'à la déclaration précise d'une obligation.

59. La délégation du Pérou estime qu'elle ne peut s'engager qu'en ce qui concerne la question I.

Approbation d'un accord additionnel conclu avec l'Union postale universelle au sujet de l'utilisation du laissez-passer de l'Organisation des Nations Unies: rapport de la Sixième Commission (A/1022)

60. M. FERRER VIEYRA (Argentine), Rapporteur de la Sixième Commission, présente le rapport de la Sixième Commission relatif à l'approbation d'un accord additionnel conclu avec l'Union postale universelle au sujet de l'utilisation du laissez-passer de l'Organisation des Nations Unies; il soumet également à l'Assemblée le projet de résolution qui accompagne ce rapport (A/1022).

61. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution.

En l'absence de toute objection, la résolution est adoptée.

Méthodes et procédures de l'Assemblée générale: rapport de la Commission spéciale

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION (A/1026); AMENDEMENTS DE L'Australie (A/1036), DU BRÉSIL (A/1037/Rev.1), DU GUATEMALA (A/1041) AU PROJET DE RÉSOLUTION DE LA SIXIÈME COMMISSION

62. M. FERRER VIEYRA (Argentine), Rapporteur, présente le rapport de la Sixième Commission sur les méthodes et les procédures de l'Assemblée générale¹, ainsi que le projet de résolution qui l'accompagne (A/1026).

63. Il rappelle que l'Assemblée générale, par sa résolution 271 (III) du 29 avril 1949, a créé une Commission spéciale chargée d'étudier les méthodes et les procédures propres à permettre à l'Assemblée générale et à ses Commissions de remplir leurs fonctions avec plus d'efficacité et de diligence.

64. La Sixième Commission a utilisé comme document de travail le précieux rapport de cette Commission spéciale (A/937), qui s'est réunie au cours des mois de juin, juillet et août 1949.

65. Presque tous les représentants siégeant à la Sixième Commission ont estimé qu'il fallait accélérer la marche des travaux de l'Assemblée et des Commissions, et réaliser la plus grande économie possible de temps. Toutefois, il ne faut jamais perdre de vue qu'il ne convient pas d'adopter des règles qui puissent apporter une limitation par trop marquée du droit de libre expression, droit fondamental pour un organe tel que l'Assemblée.

¹ Pour la discussion sur ce sujet à la Sixième Commission, voir les *Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Sixième Commission, 142ème à 158ème et 164ème à 166ème séances.*

66. On a tenté de concilier l'économie de temps avec la liberté d'expression, les pouvoirs du Président de l'Assemblée et des Présidents des Commissions avec les pouvoirs souverains de l'Assemblée, les droits et les devoirs de la majorité avec les droits et les devoirs de la minorité. Lors de la discussion de chaque article et de chaque paragraphe, la Sixième Commission n'a jamais perdu de vue les fonctions dont l'Assemblée générale a été chargée par la Charte, qui a fait d'elle l'organe principal de l'Organisation, organe où le principe de la légalité souveraine de tous les Etats est appliqué et respecté.

67. M. Ferrer Vieyra se permet d'appeler l'attention de l'Assemblée sur certains points qui lui semblent particulièrement importants.

68. Pour la Sixième Commission, les fonctions du Bureau sont de la plus grande importance pour le déroulement normal des travaux de l'Assemblée, tant lorsque le Bureau étudie, au début de la session, les points de l'ordre du jour, que lorsqu'il s'occupe de la marche du travail dans les diverses Commissions. Diverses dispositions ont été proposées afin d'élargir les fonctions attribuées au Bureau.

69. Il a été estimé également que les fonctions du Président de l'Assemblée et des Présidents des Commissions sont d'une grande importance en ce qui concerne l'accélération des travaux et la réalisation d'une plus grande économie de temps. Afin de permettre aux Présidents de l'Assemblée et des Commissions de remplir leur tâche, sans que nul ne puisse douter de leur impartialité, il a été proposé de mentionner expressément certains droits et certains pouvoirs qui se trouvent implicitement dans le règlement intérieur actuel. Toutefois, l'on a précisé que les décisions que les Présidents prennent dans l'exercice de leurs fonctions se trouvent soumises en dernier ressort à l'approbation de l'Assemblée générale ou de la Commission compétente.

70. M. Ferrer Vieyra se permet de signaler, à propos de certaines des règles formulées par la Sixième Commission, l'importance de ce que l'on appelle "motion d'ordre" du point de vue de la procédure. Les difficultés techniques de cette question et d'autres considérations ont obligé la Sixième Commission à s'abstenir d'exprimer son opinion, ou de tenter de définir ce que l'on entend par "motion d'ordre". Pour préciser son point de vue, il cite le paragraphe suivant du rapport de la Commission politique spéciale qui a trait à cette question :

"La Commission spéciale est d'avis qu'une motion d'ordre légitime peut avoir trait à la conduite des débats, au maintien de l'ordre, à l'observation du règlement intérieur ou à la manière dont les Présidents exercent les pouvoirs dont ils sont investis par le règlement. Ainsi, dans le cadre du règlement intérieur de l'Assemblée générale, il est permis aux représentants d'attirer l'attention du Président sur une violation ou une application erronée du règlement intérieur par d'autres représentants ou le Président lui-même. Les motions d'ordre peuvent aussi avoir trait aux demandes légitimes d'information, aux arrangements matériels (température de la salle, arrangement des places, système d'interprétation des discours), à la documentation, aux traductions, etc."

71. Le Rapporteur estime que l'Assemblée générale doit examiner ce problème plus en détail, car

il présente une grande importance en ce qui concerne la procédure.

72. D'autre part, la Sixième Commission a examiné avec la plus grande attention le problème de la mise aux voix par division des propositions qui doivent, pour être approuvées, réunir les deux tiers des voix. Le paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte stipule que les décisions de l'Assemblée générale sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Etant donné qu'il s'agit d'une question de procédure, la Charte est muette sur la mise aux voix des différentes parties des décisions. La Commission a fini par décider que l'on ne pouvait traiter les parties différemment de l'ensemble et que, s'il fallait une majorité des deux tiers pour l'ensemble, il fallait exiger la même majorité pour les parties. Le même critère a été établi en ce qui concerne la mise aux voix des amendements à ces propositions.

73. En plus des dispositions qui figurent à l'annexe 1 au projet de résolution, la Sixième Commission a étudié diverses propositions et recommandations soumises par certaines délégations. Celles de ces propositions qui ont été approuvées en principe par la Commission figurent dans l'annexe 2 au projet de résolution. Le texte des projets d'articles et des recommandations constitue les annexes 1 et 2 du document A/1026.

74. Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'il y a lieu de prendre une décision sur trois points. Tout d'abord l'Assemblée est saisie du projet de résolution présenté par la Sixième Commission, qui figure dans le rapport de cette dernière (A/1026), ainsi que des trois amendements à ce projet qui ont été proposés (A/1036, A/1037/Rev.1 et A/1041). L'Assemblée est saisie également de l'annexe 1 à ce projet de résolution qui donne les amendements et les additifs que la Sixième Commission propose d'apporter au règlement intérieur. Enfin, l'annexe 2 contient certaines recommandations et propositions qui n'entraînent pas de modification du règlement. Ces recommandations et propositions ont à l'origine été formulées par la Commission spéciale; la Sixième Commission les soumet maintenant, pour adoption, à l'Assemblée générale.

75. Aussi le Président propose-t-il à l'Assemblée d'examiner les deux annexes avant de s'occuper du projet de résolution.

76. M. GRAFSTROM (Suède) pense qu'en adoptant sa résolution 271 (III) créant une Commission spéciale en vue d'étudier les méthodes et les procédures propres à permettre à l'Assemblée générale et à ses Commissions de remplir leurs fonctions avec plus d'efficacité et de diligence, l'Assemblée générale a montré que non seulement les Membres de l'Organisation, mais aussi tous ceux qui ont à cœur les intérêts des Nations Unies se préoccupent sincèrement de voir que les sessions de l'Assemblée ont tendance à être de plus en plus longues et que les discussions aux séances plénières et dans les Commissions sont de plus en plus étendues.

77. La Commission spéciale a rempli sa mission en pleine conscience de ses responsabilités et en bénéficiant, de la part du Secrétaire général, d'une collaboration étroite qui lui a été extrêmement précieuse. Comme il l'a dit à la Sixième Commis-

sion, M. Grafstrom souligne que les Membres devraient se laisser guider dans leur travail par deux principes fondamentaux. Le premier est que la Charte a confié à l'Assemblée générale des fonctions extrêmement importantes et qu'il ne faut jamais perdre de vue que le seul organe principal de l'Organisation des Nations Unies auquel tous les Membres sont représentés sur une base d'égalité doit avoir le maximum de prestige et d'autorité. Le deuxième principe est qu'aucune recommandation de la Commission spéciale ne doit limiter en quoi que ce soit le droit fondamental, que possède tout Membre de l'Organisation, d'exprimer pleinement et librement son opinion sur le fond de toute question portée devant l'Assemblée générale.

78. La Commission spéciale n'a pas présenté à l'Assemblée générale de proposition comportant des modifications radicales du règlement intérieur. Elle a étudié ce règlement avec le plus grand soin et a proposé des changements ou des additions qui doivent permettre à l'Assemblée de travailler plus harmonieusement et d'éviter les malentendus et les ambiguïtés qui se sont produits dans le passé.

79. La Sixième Commission a étudié en détail chacune des recommandations de la Commission spéciale; elle n'en a révisé que quelques-unes et a adopté tous les éléments qu'elles comportaient. Seul l'avenir dira si la Commission spéciale et la Sixième Commission ont ainsi apporté une contribution utile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, la question du règlement intérieur est très importante et mérite une étude constante. Aussi la délégation suédoise accueille-t-elle favorablement la recommandation invitant le Secrétaire général à procéder à de nouvelles études dans ce domaine et à soumettre à l'Assemblée, au moment opportun, des propositions tendant à l'amélioration des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale et de ses commissions.

80. La délégation suédoise recommande vivement à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution de la Sixième Commission.

81. M. AMADO (Brésil) déclare que le but du projet de résolution sur lequel l'Assemblée générale va être appelée à se prononcer par un vote est de simplifier la conduite des débats et de permettre ainsi une économie de temps, évidemment sans porter atteinte en quoi que ce soit à la liberté de parole des Membres de l'Organisation ni à la clarté et à la souplesse des discussions.

82. La délégation du Brésil ne saurait en aucun cas prendre l'initiative de mesures susceptibles d'entraîner un affaiblissement de l'action de l'Assemblée. Son intention, son désir sont au contraire de fortifier cette action en vue d'un meilleur rendement de son travail.

83. C'est un fait que l'Assemblée générale, dans l'esprit de la Charte, est un forum où les Etats Membres se rencontrent pour échanger leurs vues, coopérer à la solution des problèmes actuels, sauvegarder la paix et assurer à l'humanité un meilleur avenir. Un autre fait, tout aussi incontestable, est que l'Assemblée générale, plus encore que les Etats Membres considérés isolément, a un devoir à remplir envers elle-même, envers ses Membres et envers le monde. Ce devoir est de rester fidèle au rôle et aux buts qui lui ont été

assignés par la Charte, de mener à bien les desseins en vue desquels elle a été créée. L'Assemblée générale ne pourrait remplir sa tâche si elle dispersait ses efforts et gaspillait son temps en bavardages et en polémiques, alors que la Charte a voulu faire d'elle l'instrument efficace d'un travail utile, en lui donnant pour cela des pouvoirs étendus et en lui assignant des fonctions définies, consistant à discuter, à recommander, à surveiller, à réglementer le fonctionnement des organes de l'Organisation, à établir le budget, à coordonner et surveiller les dépenses.

84. L'ensemble des mesures préconisées par le projet représente incontestablement un grand pas vers la simplification des travaux de l'Assemblée et par conséquent pour celle-ci un gain de temps et d'efficacité. Les pouvoirs du Président sont renforcés. Des dispositions sont prises en vue de prévenir le sabotage et les abus, mais aucune d'elles ne peut être considérée de bonne foi comme restrictive de la liberté de parole. Au contraire, l'œuvre de la Commission spéciale, revue par la Sixième Commission, a rendu plus souple le règlement intérieur, en assurant aux Etats Membres des droits étendus, mais en empêchant dans une assez large mesure des abus nuisibles à la réputation de l'Assemblée, du genre de ceux qui ont provoqué des jugements si pessimistes sur notre Organisation.

85. Les deux amendements présentés par la délégation du Brésil (A/1037/Rev.1) sont destinés à combler des lacunes qu'une expérience récente a fait apparaître à nos yeux.

86. En effet, bien que l'on ait vu cette situation naître des circonstances, le fait qu'un délégué puisse expliquer son vote lorsque le vote a eu lieu au scrutin secret est quelque chose d'assez singulier et tombe même dans le domaine du comique. L'institution même du vote au scrutin secret se trouve par là supprimée. Rien ne serait plus absurde que de donner à un représentant la faculté d'expliquer dans ce cas les raisons de son vote. Le premier amendement proposé par la délégation du Brésil rend impossible la répétition de telles scènes absurdes.

87. Le second amendement du Brésil se propose d'empêcher l'auteur d'un amendement, qui a présenté son texte, qui a participé à sa discussion, d'expliquer son vote sur le même amendement. S'il est l'auteur de ce dernier, si, au cours des débats, il a exposé les raisons qui l'ont amené à le présenter, quel sens peut avoir cette explication de vote? Si l'amendement est adopté, quel besoin a son auteur de s'en réjouir dans un discours dont la longueur peut être fâcheuse? Si, par contre, sa proposition est rejetée, quel avantage pourra résulter pour l'Assemblée de sa plainte ou de ses récriminations?

88. Si, comme l'espère la délégation du Brésil, les amendements qu'elle propose sont approuvés, le nouveau texte de l'article 80 se lira comme suit, dans sa première partie:

"Lorsque le Président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait à la manière dont s'effectue le scrutin en question. Le Président peut permettre aux Membres de donner des explications sur leur vote soit avant, soit après le scrutin, sauf lorsque ce vote a lieu au scrutin secret."

89. La délégation du Brésil se rend parfaitement compte que son amendement, qui consiste dans l'introduction à la fin du texte ancien de "sauf lorsque le vote a eu lieu au scrutin secret", aurait pu n'être pas présenté, mais la situation est tellement confuse qu'il faut essayer d'atteindre le plus haut degré de clarté possible.

90. Quant au second amendement du Brésil, il viendrait s'insérer à la fin du même Article 80, qui se lirait comme suit :

"Le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote."

91. M. MAKIN (Australie) présente l'amendement australien (A/1036) et déclare que sa délégation ne tiendrait pas à rouvrir le débat sur le rapport de la Sixième Commission. Mais on a proposé d'apporter au règlement intérieur une addition qui met en cause l'interprétation d'un Article de la Charte des Nations Unies et qui, d'après sa délégation, est d'une importance telle qu'il mérite un nouvel examen et une étude plus poussée.

92. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'ajouter dans son règlement intérieur, après l'article 76 actuel, un nouvel article 76 a) ; or l'article 76 répète mot pour mot le paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte. Le moins qu'on puisse dire est que le nouvel article proposé porterait interprétation d'un important Article de la Charte et s'écarterait d'une manière radicale de tous les précédents. Certaines délégations sont d'opinion que cet article pourrait constituer, en fait, un amendement à la Charte. Il pourrait même contredire une disposition de la Charte. Etant donné ces difficultés et l'importance particulière de la question, la Commission spéciale des méthodes et des procédures a recommandé que l'Assemblée générale examine le problème avec une attention toute spéciale et ne prenne une décision définitive qu'après une étude juridique approfondie.

93. On n'a pas procédé jusqu'ici à cette étude juridique approfondie. La Commission spéciale n'a pas eu le temps d'examiner les questions complexes qui entrent en jeu, sauf de la manière la plus superficielle ; elle n'a formulé aucune recommandation. Les délégations sont donc arrivées pour prendre part à la quatrième session de l'Assemblée sans avoir eu le temps d'examiner le problème de près ; la plupart d'entre elles n'ont probablement pas d'instructions précises sur la question.

94. M. Makin félicite la délégation belge d'avoir pris l'initiative de soulever la question ; mais il a la certitude qu'elle reconnaîtra avec lui que la discussion sur ce point à la Sixième Commission a été plutôt confuse. A un certain moment, le représentant belge lui-même a reconnu que, si l'on avait mis alors la proposition aux voix, elle aurait probablement été rejetée, car elle avait provoqué bien des inquiétudes, bien qu'elle n'eût pas été critiquée au fond.

95. Dans ces conditions, il a été impossible aux membres de la Sixième Commission d'examiner la proposition belge (A/C.6/L.22) de la manière détaillée et approfondie que son importance aurait justifiée. L'ensemble de la discussion s'est étendu sur deux séances, mais a occupé approximativement la durée d'une seule séance. M. Makin rap-

pelle les opinions qui ont été exprimées devant la Commission par les représentants du Royaume-Uni, de l'Uruguay, de l'Iran, de la Yougoslavie, de la Nouvelle-Zélande, du Brésil, de l'Inde, du Venezuela, du Canada et des Etats-Unis, qui étaient tous partisans d'ajourner la décision jusqu'à ce que la question eût fait l'objet d'une étude plus poussée. Le représentant des Etats-Unis avait demandé si la délégation belge ne pourrait pas accepter l'addition d'un paragraphe au projet de résolution scandinave, recommandant de procéder à une étude plus approfondie de la question. C'est là exactement ce que propose l'amendement de l'Australie.

96. La proposition belge a été finalement adoptée, et par une nette majorité, bien qu'il y ait eu 14 abstentions et 10 absents. La délégation de l'Australie estime que le sentiment général de la Commission était tel que, si l'on avait mis aux voix avant la proposition belge une proposition tendant à demander au Secrétariat d'étudier la question en détail et de faire rapport à la cinquième session, une telle proposition aurait probablement été adoptée.

97. Dans l'état actuel des choses et n'ayant pu avoir le secours des études détaillées que mérite la question, la délégation de l'Australie incline à penser que cette proposition ne constitue pas une interprétation logique de la Charte et n'est pas non plus de nature à servir au mieux les intérêts de l'Assemblée.

98. Il est difficile d'accepter l'argument suivant lequel, d'après l'Article 18 de la Charte, les amendements à des questions importantes nécessiteraient une majorité des deux tiers, étant donné que l'Assemblée générale a suivi jusqu'ici une pratique exactement opposée. Dans son exposé d'ensemble sur les précédents suivis à l'Assemblée, le Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique a déclaré que l'habitude avait été d'exiger une majorité des deux tiers pour les parties de propositions importantes, mais seulement une majorité simple pour les amendements à ces propositions. La délégation de l'Australie a confiance dans la logique et le bon sens de délégations qui ont admis jusqu'ici cette dernière pratique.

99. Le paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte dispose : "Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants". Les exemples de questions importantes énumérés dans cet article — les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'élection des membres des organes des Nations Unies, l'exclusion de Membres — montrent clairement que l'expression "question importante" doit être interprétée comme visant une proposition dans son ensemble.

100. La résolution sur la Corée (A/1039) récemment adoptée par l'Assemblée générale (223ème séance) est, sans conteste, une "question importante" au sens de l'Article 18 de la Charte. Si cette résolution avait été mise aux voix paragraphe par paragraphe, conformément à la procédure envisagée dans le nouvel article 76 a) qui est proposé, la décision au sujet de chaque paragraphe aurait dû être prise à la majorité des deux tiers. Les seules "parties importantes" de cette résolution, comme d'ailleurs de toute résolution, sont les paragraphes du dispositif. Conformément

au nouvel article proposé, un paragraphe tel que le deuxième paragraphe du préambule de la résolution sur la Corée aurait requis la majorité des deux tiers bien que, au sens de l'Article 18, on ne puisse guère le considérer comme constituant "une question importante". Il semblerait donc que le nouvel article 76 a) contredise une disposition de la Charte.

101. A la Sixième Commission, plusieurs représentants, bien que partisans de l'application de la règle de la majorité des deux tiers aux parties de propositions importantes et aux amendements y relatifs, ont émis l'avis que la majorité simple suffirait pour les parties d'une proposition qui sont d'une importance secondaire et pour les changements apportés à la rédaction. Indépendamment du fait que le nouvel article ne permet pas une interprétation aussi souple, la décision touchant la question de savoir si une partie d'une proposition ou un amendement qui s'y rapporte est ou n'est pas une partie importante donnera lieu à des difficultés de procédure.

102. Au cours des débats qui se sont déroulés à la Sixième Commission, un certain nombre de représentants ont exprimé leur préoccupation au sujet des regrettables manœuvres que permet la procédure suivie jusqu'à présent par l'Assemblée générale, qui prévoit la majorité des deux tiers pour les parties de propositions importantes et la majorité simple pour les amendements à ces propositions. Toutefois, on ne peut éviter cet inconvénient qu'en exigeant la majorité simple non seulement pour les amendements, mais aussi pour les parties de propositions importantes.

103. La façon logique d'interpréter l'Article 18 a été exposée par le représentant du Brésil à la Sixième Commission. Il a fait observer que, comme le paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte constitue une exception à la règle générale relative à la majorité simple, il doit être interprété à la lettre et comme s'appliquant uniquement aux décisions sur l'ensemble d'une proposition.

104. De l'avis de la délégation australienne, le nouvel article proposé ne serait pas seulement une interprétation illogique du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte, mais serait contraire aux intérêts les mieux compris de l'Assemblée générale. Le vote sur des amendements et sur des parties de propositions importantes n'a de signification qu'au seul point de vue de la procédure; il détermine simplement la forme sous laquelle on présentera les résolutions en vue de leur adoption par une majorité des deux tiers et il donne

la garantie que les résolutions seront mises aux voix dans leur ensemble sous la forme qui rencontrera l'approbation la plus générale et qui offrira le plus de chances d'adoption.

105. L'un des buts que se proposent les amendements est d'élargir la portée des accords, et l'acceptation des amendements permet fréquemment aux délégations d'approuver des résolutions auxquelles elles se seraient autrement opposées. Ainsi, l'adoption d'une procédure simple pour le vote des amendements, accroîtra le nombre des résolutions disposant de la majorité des deux tiers. On ne saurait trop déplorer toute procédure rigide servant à réduire le nombre des solutions qui pourraient faire l'objet d'un accord général.

106. L'une des fonctions essentielles de l'Assemblée générale est d'augmenter la compréhension parmi les nations; l'Assemblée générale est un lieu de réunion pour l'échange et la conciliation des vues au cours de la discussion et pour l'élaboration de compromis. La plus grande souplesse doit dominer dans les stades du débat qui précèdent le vote sur une résolution. La délégation australienne craint que l'adoption du nouvel article 76 a) qui est proposé ne restreigne la portée déjà limitée des accords et qu'elle n'aille ainsi à l'encontre de l'un des buts fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies.

107. La délégation australienne s'est efforcée de présenter l'un des aspects du problème. Le représentant de la Belgique a fort pertinemment présenté l'autre aspect au sein de la Sixième Commission. Une telle divergence d'interprétation souligne la nécessité d'une étude ultérieure et détaillée de la question. La délégation australienne estime qu'avant que cette question ne soit tranchée le Secrétariat doit se livrer à une étude approfondie du problème, sur la base de la procédure à laquelle on a eu recours dans le passé pour voter sur des parties de propositions importantes ou sur des amendements soumis à ces propositions. La délégation australienne espère que le Secrétaire général sera autorisé à effectuer une telle étude et que son rapport sera distribué aux gouvernements Membres bien avant la session suivante. Ainsi, les délégations seront en mesure de prendre des décisions définitives et autorisées à la Cinquième session de l'Assemblée générale.

108. Avant de lever la séance, le PRÉSIDENT déclare close la liste des orateurs sur la question des méthodes et des procédures de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 13 h. 10.

DEUX CENT TRENTE-SIXIEME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le samedi 22 octobre 1949, à 15 heures.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

Méthodes et procédures de l'Assemblée générale: rapport de la Commission spéciale (fin)

RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION (A/1026); AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR L'Australie (A/1036), LE BRÉSIL (A/1037/Rev.1) ET LE GUATEMALA (A/1041) AU PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA SIXIÈME COMMISSION

1. M. WENDELEN (Belgique) indique que sa délégation se bornera à présenter quelques observations au sujet de l'amendement proposé par le représentant de l'Australie et des remarques qu'il a lui-même formulées à l'égard de cet amendement (235ème séance).

2. Il rend hommage aux scrupules juridiques de la délégation australienne, mais croit, cependant, que les hésitations d'une délégation ne devraient